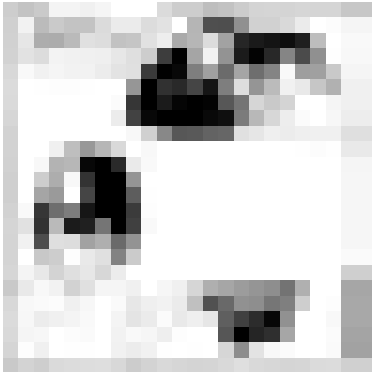


**"On a gagné" signalisierte
der Luxemburger
JournalistInnen-Verband.
Doch das Urteil im
Verfahren "Thoma c.
Luxembourg" vor dem
europäischen Menschen-
rechtsgerichtshof wird den
Erwartungen des Klägers
nur bedingt gerecht.**

(ergue) - Premierminister Junker gab seine Genugtuung ob des Urteils in der Affäre Thoma gegen Luxemburg vor dem Straßburger Menschenrechtsgerichtshof kund. Damit münzte er nach bewährter Manier eine (weitere) herbe Niederlage unseres sogenannten Rechtsstaates vor dem internationalen Gerichtshof in einen Sieg um: Die Reform des Presserechts, deren Vorlage dieser Tage von den zuständigen Gremien diskutiert wird, ginge über das rezente Straßburger Urteil hinaus.

Tatsächlich bringt der neue Text, der allerdings noch keinen endgültigen Charakter hat, in einigen Punkten mehr Klarheit (etwa in der Frage des Antwortrechtes) und setzt der insgesamt pressefeindlichen Ausrichtung des alten Gesetzes von 1867 ein Ende. Aber das Straßburger Urteil dürfte nur beschränkten Einfluss auf den weiteren gesetzgeberischen Prozess nehmen: Straßburg hat nämlich vor allem das Versagen der Luxemburger Gerichtsbarkeit im Falle Thoma bloßgestellt.

Im November 1991 hatte Marc Thoma als Animator des "RTL 92,5"-Oekomagazins längere Auszüge aus einem Artikel des tageblatt-Journalisten Josy Braun zitiert, der seinerseits einen anonymen Zeugen sagen lässt, er kenne unter den staatli-



Médias format de poche

Le Luxembourg est un site média. Mais pour la mémoire collective et l'initiation aux médias, les crédits budgétaires restent limités.

(roga) - Le projet de loi consacrant enfin la construction du "Centre National de l'Audiovisuel CNA" sera sans doute à l'ordre du jour de l'une des prochaines et rares sessions parlementaires. S'il y a lieu de se réjouir du fait qu'après dix ans de peines le bout du tunnel soit atteint, les petits "mais" dont nous avions fait état il y a huit semaines (cf. "WOXX" 575) se sont encore concrétisés lors de la présentation en détail du projet.

Sur le niveau de l'infrastructure, l'on ne peut que s'étonner devant l'insoutenable légèreté avec laquelle l'administration des bâtiments publics gère une situation de pénurie. Parce que pénurie il y a lorsque le gouvernement limite à moins d'un milliard - 100 mio d'assainissement du terrain inclus - les dépenses pour une institution culturelle par définition lourde en matériel technique onéreux. Quatre milliards pour le musée Pei, trois pour la salle philharmonique,... les médias sont vraiment sous-dotés. Ce qui a mené à un rétrécissement du bâtiment cubique, à un minimum d'aménagement extérieur et à un petit "oubli" en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie. Le fait que l'Etat subventionne via règle-

chen Förstern nur einen der nicht bestechlich sei, und dabei den Namen des Försters des "Bambösch" erwähnt. Der Umkehrschluss dieser Aussage, wonach alle anderen Luxemburger Förster bestechlich seien, veranlasste deren Vereinigung, kollektiv gegen die Journalisten Braun und Thoma zu klagen. Es ging damals um dubiose Machenschaften im Zusammenhang mit den Wiederaufforstungsarbeiten, die 1990 nach den großen Sturmschäden anstanden. Braun und Thoma wurden 1993 erstinstanzlich verurteilt, den Klägern einen symbolischen Franken zu zahlen, wobei wegen der von den Förstern betriebenen Einzelverfahren noch erhebliche Gerichtsverfahren dazukamen. Braun legte gegen das Urteil keine Berufung ein. Nicht so Thoma, der 1996 in zweiter Instanz ebenfalls unterlag (dem einmal mehr horrenden Verfahrenskosten auferlegt wurden). Als 1997 die Cour de cassation das Urteil erneut bestätigte, waren sämtliche Luxemburger Rechtsmittel erschöpft. Daraufhin erfolgte die Klage vor dem Menschenrechtsgeschichtshof, der über die Einhaltung der europäischen Menschenrechtserklärung durch die Mitgliedsstaaten des Europarates wacht.

Allein die Tatsache, dass die Berufungsinstanz sich einzig und allein auf das kommentarlose Zitieren eines Journalistenkollegen berief, um ihn im Sinne der klagenden Förster zu verurteilen, wertet das Straßburger Gericht als eine Verletzung des Artikels 10 der europäi-

schen Menschenrechtskonvention. Dieser Artikel schreibt die allgemeine Meinungsfreiheit fest.

Im Vorfeld hatte es einige Jurisprudenzen dieses Gerichtes gegeben, die alle in eine ähnliche Richtung zielten: Der Pressefreiheit wurde dabei ein hoher Stellenwert eingeräumt. Den JournalistInnen wurden in einzelnen Fällen gewisse Freiräume zugestanden, was das Zitieren Dritter oder die übertriebene Darstellung von Sachverhalten angeht.

Insofern ist das Urteil zugunsten von Marc Thoma keine große Überraschung: Er hatte die Aussagen seines Journalistenkollegen als Zitate eindeutig kenntlich gemacht, so dass eine formelle Distanzierung, wie das Luxemburger Gericht sie gerne gesehen hätte, nicht notwendig war. Außerdem konnte ihm nicht abverlangt werden, den Wahrheitsgehalt des t-Artikels, den er lediglich zitierte, zu überprüfen.

In einem Punkt folgte das Gericht den Einwänden Thomas allerdings nicht: Auch in Zukunft können Drittpersonen, die sich durch einen Artikel oder eine Sendung verleumdet fühlen, zivilrechtlich auf Schadensersatz klagen. Die JournalistInnen müssen also weiterhin ihre Informationen mit Bedacht auswerten und eindeutig erkennbar machen, was faktisch erwiesen und was lediglich die Einschätzung Dritter ist. Die ökonomische Bedrohung, die solche zivilrechtlichen Klagen für die einzelnen JournalistInnen bedeuten, bleibt also auch weiterhin bestehen.

Remettre les compteurs à zéro

Les décisions du Gouvernement en matière de régularisation continuent à provoquer des échos. Ainsi le CLAE (Comité de liaison et d'action des étrangers) vient de saluer les "timides ouvertures" en matière d'accès à l'emploi et de formation professionnelle des jeunes demandeurs d'asile, en soulignant toutefois qu'il revendique une régularisation plus moins sélective que celle planifiée par le Gouvernement: Selon le principe "remettre les compteurs à zéro", le comité exécutif du CLAE veut voir régularisées "toutes les personnes concernées [...] à l'exception des personnes qui ont porté une atteinte grave à l'ordre public [...]." C'est pourquoi l'organisation réfute la date limite de séjour du 1er juillet 1998 de même qu'elle critique que des conditions telles qu'un passeport valable ou un contrat à durée déterminée sont "inacceptables".

Même son de cloche chez l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) qui rappelle que la date-limite choisie située avant la guerre du Kosovo exclut presque toutes les personnes venant du Kosovo et du Monténégro, mais qui se réjouit cependant que son engagement pour les minorités du Kosovo s'est soldé par le fait que celles-ci seront également régularisées, si ce n'est que jusqu'à la date-limite du 1er janvier 2000.

Simulacre de débat

Egalement au sujet de la régularisation, mais plus spécifiquement celle des personnes réfugiées, le parti socialiste vient de se positionner dans une lettre ouverte au ministre de la justice, en évoquant d'abord le débat parlementaire du 22 mars qu'elle qualifie de "simulacre de débat": "[...] le jour même vous avez engagé le débat en présentant cinq propositions précises du Gouvernement à la Chambre. Les groupes de la majorité, mis au courant, longtemps avant le débat, de vos intentions, ont repris ces propositions dans une motion [...]."

Quant au fond, le groupe socialiste se prononce, vis à vis du taux de 0,9% de reconnaissances de demandes d'asile en 2000, pour une définition du statut de réfugié plus large et "plus respectueuse des droits de l'homme", ainsi que pour un statut subsidiaire à celui de la Convention de Genève. La date-butoir du 1er juillet 1998 pour régulariser lui semble mal choisie: "Il aurait été préférable de fixer cette date au plus tôt à la fin de 1999 afin de mieux tenir compte des terribles conséquences humaines de la guerre du Kosovo."

Auto-sabordage du "comité de liaison"?

Le comité de liaison européen des organisations non-gouvernementales de développement (CLONG) avait annoncé pour début avril son auto-dissolution. Mis en place en 1976, le CLONG jouait un rôle d'intermédiaire entre un milliers d'ONG reconnues et la Commission européenne. Les dernières années les désaccords entre le CLONG et la Commission se sont accrus (voir WOXX 576) jusqu'au point où la Commission pensait devoir réclamer presque 1 million d'Euros de subsides qui auraient été mal utilisés par le CLONG. C'était le résultat d'un audit externe, commandité par la Commission. Le CLONG de son côté a toujours déclaré avoir utilisé les fonds européens de façon correcte et a refusé de rembourser la somme mentionnée. La Commission a alors arrêté le financement du CLONG. Fin 2000, il avait finalement été décidé de dissoudre le Comité lors d'une assemblée générale extraordinaire en avril 2001. Entre-temps, les négociations entre la Commission et le CLONG ont repris et une deuxième visite des auditeurs auprès du CLONG a fait diminuer de presque 400.000 Euros le montant des fonds apparemment mal employés. C'est néanmoins dans un climat relativement tendu qu'aura lieu lundi et mardi prochains l'AG du CLONG qui décidera s'il faudra liquider CLONG.

